

Cali récupère les enfants des gangs

COLOMBIE • A la tête de la Fundación Paz y bien, la Sœur Alba Stella Barreto offre une sortie de crise aux mineurs délinquants à Cali. Un projet soutenu par Terre des hommes Suisse. Reportage

CHRISTOPHE KOESSLER, DE RETOUR DE CALI

Depuis le pont qui traverse le canal, on aperçoit une masse compacte de curieux observant une dizaine de policiers affairés au bord de l'eau: «Ça, ça veut dire qu'on repêche un corps», commente le taxi.

Bienvenue à Aguablanca, district de la ville de Cali dans le sud de la Colombie, où se concentrent un million d'habitants parmi les plus pauvres du pays. Chaque semaine, les pandillas (groupes de délinquants) font plusieurs morts, la grande majorité dans leurs propres rangs.

C'est là qu'Alba Stella Barreto, religieuse de l'ordre catholique des Franciscains, a décidé de s'installer il y a vingt-neuf ans. «Al'appel de l'archevêque du pays, nous avons laissé notre vie bourgeoise pour apprendre à vivre comme les déshérités», raconte-t-elle au *Courrier*.

Cinq ans plus tard, la sœur crée la Fundación Paz y Bien (Fondation Paix et bien), aujourd'hui soutenue par Terre des hommes Suisse et Bâle, qui vise à accompagner et former les femmes «appauvries» et leurs familles. La plupart ont été victimes de déplacements forcés depuis leurs campagnes de la côte Pacifique, que ce soit par les guérillas (FARC et ELN), les paramilitaires (milices d'extrême droite) ou l'armée.

Cocktail explosif

Débarquées à Cali sans ressources ni aides de l'Etat, les victimes enchaînent les petits boulots, laissant souvent leurs enfants inoccupés après l'école (qui a lieu en général le matin). Extrême pauvreté, services publics défaillants, chômage, désœuvrement, discrimination (60% des habitants d'Aguablanca sont Noirs) forment alors un cocktail explosif faisant de ce quartier l'un des plus dangereux de Colombie, miné par la violence des jeunes. Une guerre des gangs qui aurait laissé un solde de 227 morts à Aguablanca en 2015, selon l'Observatoire social de Cali.

«Des enfants de 10 à 12 ans sont aussi recrutés par les bandes d'adolescents pour transporter armes et drogues, car ils ne peuvent être privés de liberté. Ils deviennent ainsi des 'ouvriers du narcotrafic', soupire Alba Stella Barreto. Pire, il arrive que certains soient utilisés comme «tueurs» (*sicarios*) pour éliminer certains membres de bandes rivales.

«Des quelque 1000 jeunes dont nous nous occupons, près de la moitié ne termi-

nent pas les cinq premières années de l'école primaire», ajoute la religieuse.

Réinsertion et réparation

Loin de se laisser décourager par l'ampleur de la tâche, la Fondation Paix et Bien dispose de plusieurs programmes destinés directement aux mineurs. L'un d'eux vise à la réinsertion des enfants des rues. Les Maisons de restauration juvéniles Francisco Esperanza réorientent les jeunes à travers des activités telles que le sport et la danse, restaurent leurs liens familiaux et les aident à façonner eux-mêmes des projets de vie qui les projettent dans l'avenir (lire le témoignage ci-dessous). «Ces adolescents n'ont pas d'opportunités à la base, le système scolaire est de très mauvaise qualité et leurs chances d'obtenir un emploi sans appui sont très faibles», explique Sœur Barreto.

La fondation œuvre aussi à la «justice restauratrice» en confrontant sur une base volontaire victimes et agresseurs afin d'obtenir réparation pour les premières et pardon pour les seconds. Seul moyen de parvenir à une pacification des quartiers et à une vie digne pour toutes les personnes impliquées dans les conflits locaux.

«Aguablanca, c'est super»

Alba Stella Barreto assure n'avoir jamais peur. Son travail lui a permis d'acquérir le respect au sein de la communauté et parmi les délinquants, lesquels se font désormais un point d'honneur à la protéger. Son téléphone portable lui a même été rendu après lui avoir été «accidentellement» volé. «Il y a un an, elle s'est dressée au milieu des affrontements entre pandillas et a déclaré d'une voix ferme: 'maintenant vous partez tous d'ici, allez réglez vos histoires ailleurs'», raconte le quotidien local *El Tiempo*.

Pas de misérabilisme non plus chez la religieuse, qui n'hésite pas à déclarer qu'«Aguablanca, c'est *chevere* (super)!». «Nous vivons en communauté, je connais mes voisins et la solidarité est très présente», sourit-elle. La rue est un lieu de vie pour tous: «La fête d'une famille c'est la fête de toute la rue.» Enfin, la nécessité entraîne une créativité sans limite: «Le manque d'emploi oblige les gens à la 'débrouille' (*rebusque*): vente de plats préparés, confection d'habits, de cerfs-volants, activités culturelles... toutes choses qui rendent la vie plus agréable». I



Alba Stella Barreto (à gauche sur la photo) est à la tête d'une fondation qui aide les femmes ainsi que leurs enfants à Cali, qui est désormais la seconde ville «noire» d'Amérique latine (après Salvador de Bahia). CKR

700 garderies fermées d'un coup

Depuis janvier, les 240 enfants de moins de 5 ans de la garderie de la Fundación Paz y bien doivent rester à la maison. L'Etat colombien a décidé de se passer des services de la fondation, lui préférant une «coopérative» que personne ne connaît dans le quartier. Problème: la dite institution n'a pas de locaux et n'a donc pas ouvert ses portes. Alba Stella Barreto ne comprend pas pourquoi l'Institut colombien de bien-être familial (Bienestar) lui a retiré le contrat: «Les fonctionnaires affirment qu'une signature dans notre nouveau dossier n'était pas la bonne. Car c'est notre fiduciaire qui l'a signé au lieu de notre comptable.» Pour la religieuse, il s'agit d'un simple prétexte car ses installations répondaient à la lettre aux exigences de l'Etat. Derrière cela, les associations de femmes qui s'occupent des crèches soupçonnent un vaste détournement de fonds publics: les «politiques» auraient pour but de

placer des proches à la tête de ces coopératives. Une stratégie mise en œuvre dans tout le pays sous prétexte de la mise en application de nouvelles «normes» pour l'encadrement des enfants. Sur trois mille associations de «mères communautaires» s'occupant des crèches financées jusqu'alors par le Bienestar, sept cents se sont vu évincer depuis janvier, estime Alexander Lopez Maya, sénateur du Pôle démocratique (gauche). Un scandale qui a valu au Bienestar une audition spéciale devant le Congrès de la République (télévisée) durant laquelle de nombreuses représentantes des mères ont déversé leur colère, en particulier contre la directrice du Bienestar, Christina Plazas, qui n'a pas daigné assister à la séance. Deux mots revenaient sur toutes les bouches «politiqueria» (appropriation du pouvoir politique à des fins lucratives), et «corrupción», un sport national en Colombie. CKR

De la violence de rue au street art

Son vrai nom restera dans l'ombre. C'est sous son pseudo d'artiste que Lexan Dianeth souhaite apparaître. Ex-dirigeant d'un groupe de délinquants de Potrero Grande, l'un des districts les plus violents d'Aguablanca, le jeune homme charismatique de 19 ans œuvre désormais à pacifier sa ville au travers d'activités culturelles et à offrir des opportunités aux jeunes grâce à la Fundación Paz y Bien. Rappeur, danseur et dessinateur, Lexan Dianeth raconte pour *Le Courrier* son virage à 180 degrés.

Quelle est ton origine familiale?

Lexan Dianeth: Mon papa a été tué. Il volait. Une histoire classique: la plupart des morts dans nos quartiers sont dues à des violences internes aux *pandillas* (bandes de délinquants). Ma maman, elle, travaillait pour une entreprise de construction. J'étudiais le matin et après je passais mon temps dans la rue jusqu'à minuit. J'ai arrêté l'école à ce moment-là. Après, ça a été la rue à temps complet. J'y ai appris beaucoup.

A quoi passais-tu ton temps dans la rue?

Je faisais des petits boulots au début, dans la construction surtout. Après, comme mon père, je suis entré dans une *pandilla*. Je l'ai créée moi-même. Je voulais être quelqu'un d'important. Nous étions en guerre avec le secteur 2 de notre quartier, Potrero Grande.

Je crois que notre conflit a pour origine le vol d'un cerf-volant par un enfant d'un autre secteur (*rises*). Un gamin de notre zone lui a cassé la tête en représailles. Les raisons sont en général futiles et personne ne se rappelle bien ensuite quelle a été la cause de la guerre. Puis il y a des disputes pour un regard, pour une fille. On s'envoie des caillasses. On ne peut plus passer librement d'une zone à l'autre. Le territoire est quadrillé. Ensuite, des adultes ont été impliqués, ils ont sorti des armes, il y a eu des morts et des blessés. Mais la majorité des bandes des quartiers sont constituées de mineurs, qui ont au maximum 15 à 16 ans.

Qu'est ce qui t'a amené à changer de voie?

Mamaman m'a pris à part un jour. Elle m'a dit que j'étais pareil à mon père. Cela m'a convaincu de lui montrer le contraire, que j'avais d'autres motivations et que je pouvais me dépasser.

Puis, une dame de la Fondation Paix et Bien est venue me voir. Je trainais dans un «squat» où on jouait à la PlayStation. Elle nous a proposé de ve-

nir à la fondation et de suivre des activités. J'ai apprécié qu'ils viennent en tant qu'«amis» et pas en tant qu'institution. Ils ne m'ont pas fait la morale. Ils sont aussi allés voir ma mère.

Leur programme s'appelle «justice restauratrice» et tissent des liens entre la communauté, le foyer et le mineur concerné. Ils m'ont offert une amitié. Ils m'ont fait confiance et j'ai ainsi pu à mon tour croire en eux.

Est-ce que ce processus a pris du temps?

J'ai peu à peu changé d'attitude. Les première fois, je suis allé dans leurs locaux mais je n'avais pas de chemise. Ils m'ont dit que je ne pouvais pas entrer torse nu. Je me suis fâché et suis reparti.

Ce n'est qu'après plusieurs de leurs visites que j'ai accepté de porter les vêtements qu'ils m'ont prêtés. Ils m'ont enseigné à me concentrer, à visualiser mon futur et à transférer mon rôle de leader dans la rue à celui de dirigeant communautaire et culturel. Ils nous ont occupés avec toutes sortes d'activités, même des sorties au zoo, puis nous avons suivi les ateliers pour construire notre futur. Là j'ai formé mon premier groupe de danse et nous avons préparé deux shows de rap et hip hop.

Deux ans plus tard, nous avons créé la troupe «Familia Urban Art» qui regroupait plus de 60 artistes des différents secteurs d'Aguablanca, actifs au-

tant dans la danse, le rap ou les arts visuels, comme le graffiti ou le tatouage. Nous organisons des concerts et des shows de danse – le plus souvent rémunérés – et des activités culturelles. Je participe aussi à la table ronde «Nouvelle révolution» à Potrero Grande qui réunit tous les acteurs de la zone.

Comment a évolué la violence à Aguablanca ces dernières années?

La criminalité a énormément diminué. Les «frontières invisibles» qui empêchent les habitants de passer

d'un secteur à l'autre se sont beaucoup estompées. Nos groupes de danse et de rap rassemblent les enfants et adolescents des différents lieux. Nous réussissons ainsi à nous unir. Je pense que quand les jeunes sont occupés à des projets intéressants et à construire leurs vies ils sont moins enclins à la violence. CKR

Lexan Dianeth a déjà plusieurs clips à son actif sur Youtube, dont *Racismo tras la rejas* (le racisme derrière les grilles), ou son tout dernier *Tell me*. L'artiste a choisi de chanter en anglais.



Pour Lexan Dianeth, les activités culturelles ont contribué à faire diminuer la violence. CKR